

Assassinat de Natalia Estemirova asphyxie de Memorial?

BERNARD DE BACKER

« Je voudrais que chacun soit appelé par son nom,
mais on a emporté la liste et je ne sais comment faire »
Anna Akhmatova, *Requiem*

Le mercredi 15 juillet 2009, le corps de Natalia Estemirova a été retrouvé dans une forêt en Ingouchie, après son enlèvement le matin même, au sortir de son domicile à Grozny. Menacée et « avertie » à de nombreuses reprises, insultée par le président tchétchène, Ramzan Kadyrov, elle avait été exécutée dans la journée de plusieurs balles dans la tête et la poitrine.

Après avoir été professeure, puis journaliste, Natalia Estemirova était devenue militante de l'ONG russe Memorial lors du début de la seconde guerre de Tchétchénie, en 1999. Née d'un père tchétchène et d'une mère russe, elle avait choisi de vivre à Grozny, malgré la guerre. Elle y dirigeait l'antenne de Memorial. Cette dernière, par la voix de son dirigeant à Moscou, Oleg Orlov, a immédiatement mis en cause la responsabilité de Ramzan Kadyrov, qui a, de son côté, porté plainte contre Memorial. Le procès s'est ouvert à Moscou, le 25 septembre.

La mort de Natalia Estemirova est à situer dans une sinistre série d'assassinats politiques en Russie, plus particulièrement en lien avec la Tchétchénie et la situation dans le Caucase du Nord : Nikolai Guirenko, défenseur des droits humains enquêtant sur des groupes d'extrême droite (2004, à Saint Pétersbourg) ; Anna Politkovskaïa, journaliste (2006, à Moscou) ; Magomed Evloïev, propriétaire d'un site internet d'opposition en Ingouchie (2008, à Nazran) ; Stanislav Markelov, avocat russe et défenseur, entre autres, de victimes tchétchènes, et Anastasia Babourova, journaliste (Moscou, 2009) ;

éditorial
L'REVU NOUVELLE - OCTOBRE 2009

Andreï Koulaquine, journaliste enquêtant sur le sort des prisonniers en Russie (Carélie, 2009) ; Rayana Sadoulaeva, dirigeante d'une ONG d'aide aux victimes de guerre (Grozny, 2009).

Mais cet assassinat doit également être placé dans le contexte d'un durcissement du régime russe depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine¹. Durcissement touchant notamment le travail effectué par Memorial sur les crimes du stalinisme et sur les violations des droits de l'homme dans la Russie contemporaine. C'est en effet la première fois qu'un responsable de cette organisation, dont plusieurs ont subi des menaces², est assassiné.

Si La Revue nouvelle, qui s'était immédiatement jointe à l'hommage international au combat de Natalia Estemirova et avait appelé à lutter contre l'impunité et au soutien de ses proches, souhaite faire un retour sur cet événement, c'est dans l'esprit même du travail que Natalia Estemirova réalisait pour Memorial : documentation, recueil de témoignages, lutte contre l'impunité, notamment via les saisines de la Cour européenne des droits de l'homme. C'est elle qui documentait la plupart des journalistes, dont Anna Politkovskaïa, ainsi que diverses ONG sur les crimes et violations des droits humains commis en Tchétchénie, afin que, selon le vers qu'Akhmatova écrit en pleine terreur stalinienne et qui fut la devise de Memorial, « chacun soit appelé par son nom ».

Natalia Estemirova refusait la double politique de Kadyrov : acheter et terroriser les gens³. La situation actuelle en Tchétchénie pourrait bien être un « miroir grossissant » de celle qui s'est développée en Russie, à savoir l'échange d'une relative prospérité contre le recul des libertés. Le régime Kadyrov est aussi un produit du système russe, dans lequel les défenseurs des droits humains sont de plus en plus isolés. Ceux-ci sont assimilés à une « cinquième colonne » de l'Occident, soupçonnés par Poutine de « propagande orange ».

Dans ce contexte, les entraves physiques et symboliques au travail de la plus ancienne et plus importante des organisations russes de recherche historique sur la terreur stalinienne et de défense des droits humains, créée en 1988, sont très inquiétantes. Comme le montrent l'intimidation et le harcèlement des militants, les tracasseries fiscales⁴ ou la saisie d'une partie des archives — celles du « musée virtuel du Goulag » — à la veille d'un colloque en décembre 2008.

1 Dénoncé indirectement par le président Medvedev dans une déclaration publiée le 10 septembre sur le site Internet <Gazeta.ru>. Déclaration que d'aucuns interprètent comme une critique à l'égard de Poutine dans le cadre des tensions du « duumvirat russe » en vue des prochaines élections présidentielles de 2012. Cela n'a pas empêché Medvedev de faire l'éloge de Ramzan Kadyrov lors d'une rencontre avec des politologues russes et occidentaux, le mardi 15 septembre.

2 En novembre 2007, Oleg Orlov a été enlevé en pleine nuit en Ingouchie avec des journalistes.

3 Voir sur ce sujet le dossier de *La Revue nouvelle* dirigé par Aude Merlin, « Derrière les façades... la Tchétchénie, dans quel état ? », décembre 2007.

4 Comme « l'impôt social sur les bols » offerts par Memorial à des vétérans du Goulag, lors du cinquantième anniversaire du soulèvement du camp de Kenguir. Voir Bernard De Backer, « Les crimes du communisme entre amnésie et dénégation », *La Revue nouvelle*, avril 2006.

La parution en Russie de manuels à l'intention des enseignants présentant Staline comme « l'un des dirigeants les plus efficaces de l'URSS » et prônant « un heureux oubli⁵ » de pages embarrassantes de l'histoire russe traduit une propension à l'amnésie ou à l'amnistie. La signature d'un décret par Medvedev le 19 mai 2009, créant une commission « pour empêcher les falsifications de l'histoire portant atteinte aux intérêts de la Russie », se situe dans le même registre. Enfin, parmi d'autres signes, on évoquera l'assignation de Memorial devant un tribunal civil, le 8 octobre, par le petit-fils de Staline, Evgueni Djougachvili, qui veut défendre l'honneur de son grand-père.

Memorial est née dans la période de bouillonnement et de réveil de la mémoire du stalinisme, qui caractérisait les débuts de la perestroïka, et d'une certaine démocratisation de la Russie. Son objectif premier était de défendre la liberté de la recherche en histoire ainsi que le droit à la mémoire à l'égard des victimes de la terreur. « Le pouvoir tuait une personne et en même temps anéantissait sa mémoire. On effaçait son nom partout où il était mentionné », rappelle Arseni Roguinski, président du directoire de Memorial.

La première tâche de l'organisation fut donc de restituer le souvenir des victimes et notamment de publier leurs noms, de rechercher les lieux des exécutions. Mais ce travail visait aussi à divulguer les noms des bourreaux, afin que, à défaut d'un « Nuremberg soviétique », justice soit rendue par la société elle-même et que celle-ci assume, par ce biais, le poids de son passé.

La démocratisation de la Russie et la justice ont partie liée avec la liberté de la recherche historique. Conscience, connaissance et diffusion de la mémoire du passé sont inséparables de l'engagement politique dans l'activité de Memorial. Dans cette optique, l'organisation a créé un Centre pour la défense des droits de l'homme dont l'importance grandira avec l'éclatement des conflits armés et, en particulier, la guerre en Tchétchénie. C'est pour cette branche de Memorial que travaillait Natalia Estemirova⁶.

Les procès intentés contre Memorial, le harcèlement et les menaces diverses, devront être suivis avec la plus extrême attention. Il faudra de même surveiller de près l'ouverture annoncée de diverses représentations du gouvernement tchétchène en Europe — notamment en Belgique — dont l'objectif d'infiltration des réfugiés n'est pas un mystère. La responsabilité de l'État belge et de l'UE de protéger les réfugiés ou, dans un autre registre, de soutenir les défenseurs des droits humains en Russie n'en est que plus fondamentale. ■

5 Réponse donnée par le professeur Poliakov, un des auteurs du nouveau manuel d'histoire russe commandé par le pouvoir, à la question posée lors d'un débat : « Quel est votre but ? ». Rapporté par Arseni Roguinski, *Le Débat*, mai-août 2009. Pour plus de détails sur l'histoire et l'activité de Memorial, voir le dossier « Mémoires du communisme dans l'ex-Union soviétique », dans le même numéro. Arseni Roguinski, président du directoire de Memorial, y décrit les enjeux de la mémoire du stalinisme dans la Russie contemporaine ; Maria Ferreti, spécialiste de l'histoire russe du XX^e siècle, retrace les origines et les travaux de l'organisation russe.

6 Après son assassinat, Memorial a suspendu son activité en Tchétchénie, mais il semble que l'organisation ait l'intention de rouvrir. La décision finale doit être prise ces jours-ci à Moscou.